

Liberté

<http://www.liberte-algerie.com/rechercher.php?mot=ANIMA&x=19&y=12&validrecherche=ok>

Economie (9 décembre 2007)

Selon le réseau Anima

L'Algérie a drainé 22 milliards d'euros d'IDE entre 2003 et 2007

Par : [Meziane Rabhi](#)

Lu : (1597 fois)

Durant cette période, les investissements français dans le pays ont atteint 1,75 milliard d'euros.

De 2003 à 2007, Anima a recensé un total de 379 projets d'investissement direct étrangers en Algérie, représentant un montant total de 22 milliards d'euros. La part des IDE européens est de 152 projets recensés — 111 pour la France — représentant 10,6 milliards d'euros — 1,75 milliard d'euros pour la France, dont 1,150 milliard en 2007. C'est, du moins, ce qui ressort d'un communiqué publié par Anima, une plate-forme multilatérale, d'agences de promotion des investissements, travaillant sur le développement économique des pays méditerranéens, et qui apporte sur les investissements étrangers, et en particulier français en Algérie. Le réseau réunit une trentaine d'agences gouvernementales de développement économique et d'acteurs du développement territorial du pourtour méditerranéen. Anima rappelle que les PME françaises étaient déjà très actives en Algérie, avec 29 projets d'investissement en 2006.

"La tendance s'accélère puisqu'au 1er semestre 2007, Anima avait déjà recensé 28 projets d'IDE en Algérie en provenance de sociétés françaises", relève le communiqué. Anima, le réseau réunissant une trentaine d'agences gouvernementales de développement économique et d'acteurs du développement territorial du pourtour méditerranéen, estime que "les banques françaises renforcent en particulier leur présence en ce début d'année, et l'arrivée de cabinets d'avocats est révélatrice de l'assainissement du climat d'affaires algérien". Pour autant, souligne le communiqué, "ces investissements français restaient modestes jusqu'en 2006 (un montant moyen de 6,6 millions d'euros) en comparaison des investissements de rente — énergie, licence télécoms, immobilier — de plusieurs centaines de millions d'euros que connaît le pays en provenance de l'Égypte ou des pays du Golfe (l'émirati Emaar Properties notamment qui prévoit de changer la face d'Alger en investissant 20 milliards d'euros dans plusieurs programmes immobiliers)". C'est dire que le niveau actuel de partenariat entre les deux pays est insuffisant au regard des potentialités des deux économies et du niveau des échanges.

Mais les importants projets français annoncés dans la presse à l'occasion de la visite du président Sarkozy en Algérie, (1,5 milliard d'euros pour Total, 1 milliard d'euros pour GDF, et certains projets d'infrastructure) marquent un fait nouveau : le positionnement des grandes entreprises françaises sur ces secteurs rentiers dont profitent déjà largement l'Espagne, l'Égypte, les États-Unis ou le Koweït. Anima se félicite que "ces annonces s'accompagnent de la mise en place d'un programme de compagnonnage pour aider les PME françaises à s'implanter en Algérie. Les investissements de PME sont, en effet, généralement à plus forte valeur ajoutée pour le pays : transfert de savoir-faire, emplois locaux, intégration au tissu économique, développement d'outils industriels". **Synthèse M. R.**